

FAUT-IL INTRODUIRE L'ENSEIGNEMENT DE LA RELIGION À L'ÉCOLE ?¹

1 - La détermination d'une position philosophique à propos de l'introduction de l'enseignement de la (des) religion(s) à l'école nécessite l'examen préalable de la question de la place qu'occupe la religion dans la totalité de l'expérience que l'homme fait du monde et de lui-même. On peut à cet égard discerner, de façon idéale-typique, *cinq modèles de logos*, qui constitueraient essentiellement non pas tant *des âges successifs de l'histoire de la culture humaine* que *des étages structurels de l'esprit humain* dont les prétentions respectives à l'universalité exclusive les feraient, une fois constitués, s'entre-combattre sans fin :

a - *Le logos métaphysique* antique et classique (à partir de Platon et Aristote) qui, tout en rompant avec le mythe, en retient le principe d'une transcendance fondatrice de l'ordre des choses et redouble la religion qui la révèle à l'esprit humain d'une onto-théologie qui prétend en démontrer de façon *spéculative* l'existence et l'essence comme vérité première.

b - *Le logos physicaliste ou analytique* moderne (à partir de Galilée et Descartes), dont la rupture progressivement revendiquée avec toute métaphysique se radicalise en un pur et simple rejet de toute représentation religieuse ou théologique, qu'il *explique* comme un *fait empirique* à éradiquer en ce qu'il relèverait de la préhistoire de l'esprit humain.

c - *Le logos historiciste ou herméneutique* (à partir du Romantisme), qui combat une telle réduction positiviste du monde et de l'homme en recueillant la parole religieuse et théologique, qu'il *comprend* comme voie privilégiée de la genèse du sens, ce qui constitue une reprise de l'onto-théologie qui la déplace de la *vérité* (dogmatique) vers le *sens* (symbolique), en une deuxième figure de la rupture de l'esprit moderne avec la métaphysique.

d - *Le logos critique et autocritique* (à partir de Kant), qui œuvre à la résolution intégratrice de l'antinomie constituée par *l'explication analytique* et *la compréhension herméneutique* au moyen de l'exercice d'une *réflexion* qui méthodologise l'Idée onto-théologique en un Idéal régulateur, ce qui lui permet à la fois de prendre acte du *fait* et du *sens religieux* (moment de la réceptivité du *quid facti* : qu'en est-il de fait ?) et de les soumettre à *la critique* en en examinant la prétention à la validité (moment de la spontanéité du *quid juris* : qu'en est-il en droit ?).

e - *Le « logos » nihiliste* enfin (à partir de Nietzsche), qui annule tous les précédents (et lui-même comme *logos*) en ce qu'ils seraient inéluctablement emportés par « la bonne nouvelle » de « la mort de Dieu », la religion et la théologie s'en trouvant (comme tout le reste) immédiatement disqualifiées en droit et potentiellement anéanties de fait, ce qui constitue la figure radicale car finale de la sortie de l'esprit humain de sa préhistoire métaphysique.

2 - Si la résurgence actuelle de la question de l'enseignement de la religion à l'école émane bien d'une *demande de sens* qui se trouve nécessairement déboutée, et donc incessamment ressuscitée, par *le nihilisme*, brutal ou larvé, de l'époque contemporaine, il semble bien qu'il faille la prendre au sérieux, en reconnaissant (à l'encontre des *logos analytique* et *nihiliste*) *l'irréductible aspiration métaphysique de l'esprit humain*, dont le projet analytique d'éradication plus ou moins totale ne serait pas pour peu dans *le devenir nihiliste du monde contemporain*.

¹ Texte proposé à la discussion (au Lycée Georges Clemenceau de Nantes, le 19 novembre 1995) dans le cadre de l'Association Régionale des Professeurs de Philosophie de l'Académie de Nantes (A.R.P.A.N.) et publié en annexe de *Pourquoi et comment étudier le mythe et la religion aujourd'hui ?*, J. Gaubert, M-Éditer, Nantes, 2016.

Mais faut-il, pour autant, sous prétexte de résoudre « la crise du sens », voire de « réenchanter le monde » (à supposer que cela fût même possible), reconnaître la légitimité de la prétention de la religion et de la théologie à la supériorité, voire à l'exclusivité, en matière de sens (comme l'entend, plus ou moins médiatement, *le logos herméneutique*) ? Cela ne ferait-il pas courir à l'humanité le risque d'une re-dogmatisation, d'une re-substantialisation de l'esprit religieux symbolique en principe onto-théologique dogmatique, *le sens religieux de l'expérience humaine re-devenant la vérité de l'Être* (en un retour au *logos métaphysique*), comme le montre la renaissance actuelle de la revendication ultimement fondatrice du mythe, de la religion et de la théologie (sous les figures du *théologico-éthique* et même du *théologico-politique*) ?

Il reste donc, semble-t-il, pour éviter une telle issue, que la reconnaissance du *fait* et du *droit* de la revendication religieuse doit s'accompagner de la mise en évidence de ses indépassables limites, par un *logos critique* qui, certes, ne l'ignore pas, mais aussi et surtout ne se laisse pas intimider ni surtout dissoudre par elle et en elle, comme peut le laisser craindre *l'actuel retour en force de la « raison » religieuse et théologique sous le couvert de la renaissance du logos herméneutique*.

3 - Si l'école de la République peut et même doit faire une place à l'enseignement de la religion :

a - ce ne saurait être sous la forme de l'« introduction » d'une discipline autonome, dont les autorités de tutelle (religieuses ou « laïques », de type herméneutique) auraient toute latitude de fixer les contenus et les méthodes, qui seraient alors tendanciellement (voire tendancieusement) dictés par *la prétention à la validité universelle intrinsèque à l'esprit religieux*, ce qui ferait immanquablement courir à l'école le danger de redevenir « la servante de la théologie », c'est-à-dire *dénaturerait le principe même de la laïcité*, qui ne saurait « s'ouvrir » à ce qui l'a précisément toujours combattu et le menace à nouveau dans son existence même ;

b - ce ne peut et doit donc être que par l'attention, sans doute renouvelée mais qui existe déjà dans la lettre même des programmes actuels, accordée au(x) fait(s) et au(x) sens religieux dans le cadre même des grandes disciplines académiques (Lettres, Histoire, Philosophie) dont la constitution et l'enseignement présentent *des garanties critiques* susceptibles tout à la fois de reconnaître *le droit de la revendication du sens religieux* et d'en *limiter la prétention en la dédogmatisant* (ou dés-onto-théologisant) pour la méthodologiser (ou *symboliser*), condition *sine qua non* de sa contribution à l'accomplissement émancipateur de l'esprit humain, puisqu'il s'agirait alors non plus de *faire croire pour faire faire*, mais bien de *faire réfléchir pour faire savoir*, en vue de *la constitution d'un libre jugement personnel*.

Il s'agit donc moins d'ouvrir l'école laïque à ce qu'elle ignoreraient de façon coupable que de la raffermir dans la conscience et la pratique de ce qui la constitue principiellement : *la Loi de séparation de l'État et des Églises* (et donc de l'école et de la société civile), qui sauvegarde et promeut en l'objectivant juridiquement et politiquement *la distinction de l'espace public et de la vie privée*, ce qui constitue la condition de possibilité même de la satisfaction de leurs aspirations respectives à l'autonomie. N'est-ce pas une telle conception, critique et autocritique, de « la demande de sens » (comme de celle de « culture générale » qui l'accompagne), dont l'insistance motive la résurgence actuelle de la question de l'enseignement de la religion, qui permettrait de tâcher d'y répondre en évitant les deux écueils inverses d'une laïcité éventuellement close et d'une laïcité fatalement « ouverte » à toutes les aventures ?